

OFFRE DE STAGE 2024

**Aspects et enjeux juridiques des concepts de
Restauration écologique, Ré-ensauvagement et Renaturation
6 mois**

Date limite de candidature : 12 décembre 2023

Titre : Aspects et enjeux juridiques des concepts de Restauration écologique, Ré-ensauvagement et Renaturation

Profil : Etudiant en M2 Droit de l'environnement

Structure d'accueil et localisation du stage : IMBE – AMU Faculté de Pharmacie.

27 Bd Jean Moulin Marseille (et Université d'Avignon)

Durée : 6 mois

Démarrage : 1^{er} février 2024 (à discuter en fonction des calendriers M2)

Indemnité : selon la réglementation en vigueur au 1^{er} janvier 2024

Contact et Encadrement : Victor DAVID, Chargé de Recherche IRD (UMR IMBE)

Contexte : Au regard de l'accélération actuelle de l'érosion de la biodiversité décrite par les sciences de l'environnement, la restauration écologique, le ré-ensauvagement et la renaturation sont des outils cruciaux dans le cadre de la transition écologique et plus particulièrement dans le domaine de la conservation de la biodiversité, de la gestion des ressources naturelles et la protection du vivant végétal et animal, terrestre et maritime. Ils impliquent des actions visant à rétablir ou à améliorer des écosystèmes dégradés ou détruits du fait des activités anthropiques (en lien avec les notions de compensation ou de réparation), et à promouvoir la coexistence de l'humanité et de la biosphère. En revanche, ces concepts ne semblent pas tous, clairement - voire pas du tout ? - définis sur le plan juridique en France, ce qui peut entraîner des défis dans leur mise en œuvre. En effet si les concepts présentent des similitudes, ils peuvent aussi différer, comme le savent les écologues. Quelles règles/définitions juridiques correspondent aujourd'hui à ces concepts ? Le droit les distingue-t-il d'autres approches en préservation de la nature ? La restauration écologique, le ré-ensauvagement et la renaturation sont aussi des outils en faveur de la nature parfois mis en œuvre par des acteurs non-publics, sans faire partie de politiques publiques. Dans ces cas, quelles responsabilités, quelles conséquences pourrait-on identifier sur d'autres droits (propriété, urbanisme, espèces nuisibles...). L'encadrement juridique actuel d'une part est-il satisfaisant et d'autre part concourt-il aux choix qui se présentent aux décideurs et acteurs de la conservation ? Autant de questions – parmi d'autres - auxquelles on tentera de répondre à travers ce stage qui se basera pour partie sur des travaux conceptuels et expérimentaux déjà menés à l'IMBE dans le Sud-Est de la France.

Institut ITEM

Institut Méditerranéen pour la Transition Environnementale

Aix-Marseille Université - Europole Méditerranéen de l'Arbois

BP 80 Av Louis Philibert

13545 Aix-en-Provence cedex 4

Site : www.univ-amu.fr/ITEM Email : item-contact@univ-amu.fr

Intérêts pour le/la stagiaire : En tant que stagiaire, vous aurez l'opportunité de travailler en étroite collaboration avec votre encadrant, d'autres enseignants-chercheurs en droit et en sciences de l'environnement et de manière générale, des membres des équipes de recherche de l'Unité Mixte de Recherche IMBE et de l'ITEM sur le sujet proposé, à Aix, Avignon et Marseille. L'objectif du stage est de renforcer vos connaissances et vos capacités de recherche et de réflexion en droit de l'environnement dans un cadre professionnel.

Compétences souhaitées :

- Étudiant(e) en M2 droit, sciences politiques, ou domaines connexes (profil double avec sciences de l'environnement serait idéal).
- Forte motivation et intérêt pour les questions environnementales.
- Excellentes compétences en recherche, rédaction et analyse juridique.
- Capacité à travailler de manière autonome et en équipe.
- Connaissance préalable des enjeux de conservation et de biodiversité (un atout).

Conditions de travail et autres informations : Le stage se déroulera de février à août 2024, pendant 6 mois, sur un rythme hebdomadaire de 35h/semaine. La gratification correspond à celle du taux horaire en vigueur à la date de réalisation du stage.

Vous serez accueilli.e au sein de l'IMBE, membre de l'ITEM.

Vous serez intégré.e à l'équipe de recherche SantéS.

Vous serez co-encadré par : Elise Buisson, Thierry Dutoit, Clémentine Mutillod (IMBE-Université d'Avignon)

Vos principales responsabilités incluront :

1. **Recherche juridique :** Vous effectuerez des recherches approfondies pour identifier les dispositions légales et réglementaires liées à la restauration écologique, au ré-ensauvagement et à la renaturation, au niveau **national** (et européen si nécessaire.)
2. **Analyse comparative :** Vous pourrez comparer au besoin les approches juridiques de ces concepts en France avec un pays européen et un pays non-européen pour identifier les lacunes ou les incohérences potentielles.
3. **Recommandations juridiques :** En vous basant sur vos recherches, vous formulerez des recommandations pour la clarification et l'amélioration des cadres juridiques relatifs à la restauration écologique, au ré-ensauvagement et à la renaturation.
4. **Participation aux réunions :** Vous serez invité(e) à participer à des réunions et à des discussions avec des experts et partenaires pour discuter des aspects juridiques liés à ces concepts.
5. **Restitutions :** Une présentation orale à mi-parcours et une autre à la fin du stage seront effectuées à destination des membres de l'IMBE et de l'ITEM. Un mémoire de recherche sera remis à la fin du stage, un article à publier dans une revue juridique en sera tiré.

Bibliographie introductive

Allouche, Aurélien, Alain Dervieux, and Laurence Nicolas. "Adaptation aux changements par renaturation dans une zone humide littorale, le delta du Rhône (France du sud). Une réponse à l'épuisement d'une gestion concertée de l'eau ?" *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning* 25-26 (2015).

Bonnefond, Mathieu, and Marie Fournier. "Maîtrise foncière dans les espaces ruraux: Un défi pour les projets de renaturation des cours d'eau." *Économie rurale* 2 (2013): 55-68.

Desrousseaux, Maylis. "L'analyse juridique de la pollution diffuse du massif de Marseillevyre: terrain d'application et d'évolution du droit de la restauration écologique." *Revue juridique de l'environnement* 3 (2017): 495-511.

Dupont, Valérie, Hendrik Schoukens, and An Cliquet. "Aspects juridiques de la restauration écologique: un avenir du droit de la conservation de la nature." *Aménagement, Environnement, Urbanisme et Droit Foncier* 4 (2014): 84-102.

Maris, Virginie, and Rémi Beau. "Revue Forestière Française Numéro Spécial «La libre évolution». «Le retour du sauvage-une question de nature et de temps»." *Revue forestière française* 73.2-3 (2022): 281-292.

Treillard, Aline. *L'appréhension juridique de la nature ordinaire*. Diss. Université de Limoges, 2019.

Voir également : [Le Courrier de la Nature n°338 - OCTOBRE 2023](#)

Ce stage est financé par l'Institut ITEM (Institut Méditerranéen pour la Transition Environnementale) - Plus d'info sur le site ITEM www.univ-amu.fr/ITEM

Déposer votre candidature : Envoyer CV et lettre de motivation adaptée au sujet à

Victor DAVID

Chargé de Recherches IRD en Droit de l'Environnement et du Développement Durable

En accueil à l'Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Écologie marine et continentale (IMBE)

Aix-Marseille Université, UMR CNRS IRD Avignon Université

Faculté de Pharmacie, 27, boulevard Jean-Moulin, F-13385 Marseille cedex 05

victor.david@imbe.fr

(préciser obligatoirement dans l'objet du mail : Stage ITEM 2024)

Candidature avant le 15 décembre 2023